



Grève à la centrale nucléaire de Golfech : les syndicats EDF à l'unisson ce jeudi contre le projet Hercule

- Ce jeudi à Golfech, les six syndicats de la centrale nucléaire appellent à la mobilisation contre le projet Hercule. Photo DDM, archives

[Social](#), [Valence](#), [Golfech](#)

Publié le 09/12/2020 à 17:27 , mis à jour le 10/12/2020 à 09:55

l'essentiel Opposés au projet Hercule visant au démantèlement du groupe EDF, les six syndicats représentant les 800 agents de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) appellent à la grève, ce jeudi. Une intersyndicale "historique" qui promet une forte mobilisation. Il y a quinze jours déjà plus de 50% des agents avaient levé le pied.

De la CFDT à la CGT, en passant par Sud Énergie jusqu'à l'UNSA... Les six syndicats des agents EDF de la centrale nucléaire de Golfech seront unis comme un seul homme pour s'opposer au projet Hercule visant "à démanteler le parc EDF", ce jeudi 10 décembre dans la matinée. De mémoire de syndicalistes, "on n'a pas vu d'intersyndicale sur la centrale depuis des années", assure Nicolas Baudoux qui, avec ces collègues de la CGT énergie, sont mobilisés [depuis des mois contre cette réforme](#). "Ce qui se joue là, certifie N. Baudoux, c'est la vente pure et simple au privé des barrages d'EDF".

[**Les syndicats boycottent les commissions du Cnpe de Golfech**](#)

Le 26 novembre déjà lors d'une première journée de grève, plus de la moitié des 800 agents de la centrale ont répondu présent. Une mobilisation conséquente qui devrait être encore plus suivie jeudi alors même que les syndicats du Cnpe de Golfech ont demandé des comptes **au nouveau directeur, Cyril Hisbacq**, ce mardi lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire. "Il (le directeur, ndlr) a botté en touche lorsque nous lui avons demandé de se positionner contre ce projet qu'il soutient dans tous les services depuis son arrivée cet été", indique le syndicaliste cégétiste confirmant que toutes les organisations syndicales (OS) ont appelé au boycott des commissions du Cnpe de Golfech. Jointe, la direction n'a pas souhaité commenter.

Unanimité contre...

Cette vente de la filière hydroélectrique d'EDF que déplorent aussi dans une rare unanimité les principales formations politiques à l'Assemblée nationale, mardi au cours d'une conférence de presse, est aussi pour ces élus une perte de souveraineté de la France sur le secteur stratégique de l'énergie. "Cela va être une aubaine pour l'actionnariat", tempête N. Baudoux qui voit aussi derrière ce "dépeçage" d'EDF un moyen pour l'État de réduire à sa guise la part du nucléaire dans la production nationale. "L'État va avoir plus de pouvoir de décision et la possibilité de fermer certaines centrales nucléaires sans que cela passe en commission", garantit l'agent EDF. L'enjeu, pour l'État, "c'est de descendre à 50 % de la production d'origine nucléaire alors qu'aujourd'hui, nous sommes à 74 %". Plus prosaïquement, cet éclatement du fleuron de l'énergie française en trois branches (1), aura aussi des conséquences pour les agents comme "la remise en cause des contrats" ou encore "une mobilité réduite".

(1) Trois filiales ainsi composées "EDF bleu" public, comprenant notamment le nucléaire, un "EDF vert", coté en Bourse, incluant les renouvelables et une filiale EDF "Azur" pourrait aussi être créée pour les actifs hydroélectriques.

Max Lagarrigue